

► **21 déc. Françoise Verchère : Évacuer la Zad ? Et si on se calmait, plutôt ?**

Dans une intervention publiée par Reporterre, Françoise Verchère remet un peu de recul et de raison par rapport aux propos tenus et publiés depuis la remise du dossier des médiateurs sur le projet d'aéroport à NDDL : "Zone de non droit qui défie la République", "Nécessité d'évacuer la ZAD quelle que soit la décision du gouvernement", ...

Françoise en appelle à la raison : "Avec un peu d'avance sur le calendrier, je forme le vœu que le gouvernement abandonne ce projet destructeur et inutile, et qu'il fasse preuve de lucidité et de réalisme en donnant du temps au temps pour trouver les meilleures solutions locales. Qui peut honnêtement penser que cela mettrait en péril la République, à part des fous,]des pyromanes ou des journaux comme Le Journal du dimanche et Valeurs actuelles ?"

Pour lire son intervention, [cliquer ici](#).



► **11 déc. : Non aux nouvelles suppressions des aides à l'agriculture biologique !**

Selon des informations émanant de la FNAB (Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique), après avoir supprimé les aides au maintien, ce sont maintenant **les aides à la conversion qui sont menacées** suite au désengagement de l'Etat.

L'ensemble de ces mesures va se traduire

concrètement et à très court terme par une chute du nombre de conversions en bio !

Pour exiger du Chef de l'Etat le financement pour développer l'agriculture bio, 'Agir pour l'Environnement' lance une pétition.

Pour la signer, [cliquer ici](#).

► **11 déc. : Rassemblement en solidarité avec la Palestine**

Suite à la décision de Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, qui constitue un encouragement à la politique colonialiste du gouvernement Israélien, l'Association France Palestine Solidarité 44, ainsi que plusieurs autres associations, syndicats et partis appellent à un rassemblement :

- le **mardi 12 décembre à 17h00** à Nantes, au carrefour rue de la Barillerie et boulevard des 50 Otages, avec seulement les drapeaux palestiniens ;
- un rendez-vous a été sollicité à 18h00 à la Préfecture.

► **7 déc. : Remise en cause de l'incitation fiscale à l'actionnariat solidaire**

Le projet de loi de finance actuellement à l'étude au Parlement prévoit la suppression des réductions fiscales IFI (ex-ISF) pour l'épargne solidaire, qui permet à tout particulier de souscrire des actions d'entreprises exerçant des activités de solidarité telles que la lutte contre le chômage et le mal logement, ou contribuant à la transition écologique.

Les foncières d'Habitat et Humanisme, de la Fondation Abbé Pierre, du Secours Catholique ou de Solidarités Nouvelles pour le Logement, mais aussi Terre de Liens, Enercoop, ... sont concernées.

Finansol, qui regroupe ces entreprises solidaires, a lancé un communiqué. Pour le lire, [cliquer ici](#).

► **5 déc. : Paradis fiscaux**

L'UE doit publier aujourd'hui une nouvelle 'liste noire' des pays du monde devant être considéré comme des paradis fiscaux.

A cette occasion, Oxfam France publie une communication sur ce sujet et qui comporte :

- Une définition (avantages fiscaux sans activité locale, faible taux d'imposition, secret bancaire, ...)
- Une liste de 58 pays qui répondent à cette définition, dont l'Irlande, le Luxembourg, Malte et les Pays Bas. L'UE a déjà précisé que sa liste noire ne comprendra aucun pays européen... ;
- Une description des risques (accroissement des inégalités, appauvrissement des pays en développement, ...) que font courir les paradis fiscaux ;

► Un lien vers une pétition.
Pour lire l'article, [cliquer ici](#)

► **1er déc. : Transition énergétique : une Région à contre-courant ?**

La nouvelle majorité régionale continue les actions visant à développer les énergies vertes : énergies marines renouvelables, SMILE, méthanisation, ...

Mais elle freine des quatre fers sur les économies d'énergie, en particulier sur les aides à l'isolation des logements.

Pour lire le communiqué des élu.e.s écologistes et citoyens au Conseil régional, [cliquer ici](#).

► **1er déc. : Migrants : Retour sur la rencontre publique avec Damien Carême**

Au cours de son séjour à Nantes, Damien Carême, Maire de Grande-Synthe, a fait plusieurs interventions :

► samedi 25 novembre : rencontre avec les élu.e.s écologistes et citoyens de l'agglomération nantaise ;

► samedi 25 novembre : réunion publique à la Manu ;

► dimanche 26 novembre : article dans Ouest-France ;

► le lundi 27 novembre, une rencontre avec Johanna Rolland était prévue.

Pour visualiser et écouter son intervention publique à la Manu, [cliquer ici](#).

Novembre 2017

► **Echange avec Damien Carême : Une réunion passionnante, en prise avec l'actualité nantaise**

La richesse de l'expérience de Damien Carême à Grande-Synthe d'accueil des migrants, sa conviction et sa simplicité ont été fortement appréciées.

Cela a percuté l'actualité nantaise, avec le témoignage de plusieurs mineurs étrangers, des étudiants qui ont essayé de les installer dans

Samedi 25 novembre de 16h à 18h

Échange avec Damien Carême

Maire de Grande-Synthe



**Migrants :
pourquoi certaines villes s'engagent ?**

Manufacture des Tabacs
10 bd Stalingrad - 44000 Nantes

Infos et contact : elusecolonantesgmail.com

Un événement organisé par :



l'ancienne école d'archi et qui occupent aujourd'hui plusieurs salles de la fac de Lettres et de militants des associations qui tentent de venir en aide aux migrants.

La position de la Maire de Nantes a, bien entendu, été évoquée en filigrane... Comment peut-on se dire touché par la situation de ces jeunes et n'avoir rien de plus pressé que de demander leur expulsion ?...



► **24 nov. : A propos de l'accueil des étrangers**

En écho aux événements nantais concernant le sort des mineurs étrangers isolés laissés à la rue, voici un débat intéressant avec Damien Carême, Maire de Grande Synthe, qui a installé un village pour accueillir les réfugiés de Calais...

► **24 nov. : Le dimanche 26 novembre 2017, Randonnons sur la ZAD !**

A l'invitation de l'ensemble du mouvement contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, voisin.e.s, promeneurs/euses et randonneurs/euses sont convié.e.s à une grande et belle journée de balade sur la zad, le dimanche 26 Novembre 2017.

► Rendez-vous à 9h30 à Bellevue, pour un départ groupé accompagné de guides sur les grandes boucles ouest et centre (10 et 12,5 km), puis départs successifs sur ces deux mêmes boucles mais en empruntant des raccourcis (5 à 8 km). Ceux qui le souhaitent pourront opter pour un cheminement sans guide (carte conseillée tout de même !).

► Regroupement vers 12h30 à Bellevue pour un pique-nique tiré des sacs, sous abri (tables, chaises, café chaud sont prévus).

► A partir de 14 h, nouveaux départs sur de petits circuits (familles, lève-tard...).

► Enfin, goûter et clôture. Les marcheurs/euses qui voudraient planter leur bâton de marche de la journée sur le « champ des bâtons » en auront toute latitude.

► 19 nov. : A propos de la démocratie dans les partis politiques

La tradition démocratique dans les partis consiste à décider à chaque fois du mode de vote : bulletin secret, main levée, public avec émargement, ... Cela permet, lorsqu'il s'agit d'une assemblée de délégués (comme un congrès), d'avoir une transparence du vote de chaque délégué.

Par contre, lorsqu'il s'agit d'élire une ou des personnes à des postes de responsabilité, le **vote à bulletin secret est de droit**. Autrement dit, il suffit qu'une seule personne de l'assemblée réclame ce vote à bulletin secret, pour qu'il soit adopté.

Mais à LREM, cela ne marche pas comme cela, puisque ce mode d'élection a été refusé. Est-ce cela, le renouveau de la politique ???



► 17 nov : des nouvelles du Pique nique citoyen

Plusieurs centaines de personnes se sont réunies devant le Conseil Régional à Nantes.

Une délégation représentant les agriculteurs bio, des associations de protection de l'environnement, la distribution bio, la Confédération paysanne, (...) a été reçue par la Vice-Présidente en charge de l'agriculture.

La Région est chargée d'une partie des fonds de la PAC. Pour autant, la Vice-Présidente exclue tout engagement financier de la région en faveur de la

bio, même si elle se dit intéressée par le développement de l'agriculture bio.

Autrement dit, rien n'a bougé. A suivre et mobilisation à poursuivre !- **16 nov : Pique Nique citoyen pour défendre l'agriculture Bio**

Le Vendredi 17 novembre de 12h00 à 14h00, sur le Parvis du Conseil régional à NANTES (1 rue de la Loire).

Depuis 3 mois, les mauvaises nouvelles se multiplient pour l'agriculture biologique : fin des aides à la reconnaissance (appelées aides au maintien), incertitude sur le financement de la conversion. Et pourtant, tous les voyants sont au vert : une consommation en hausse, une demande des filières toujours plus forte et des nouveaux



producteurs qui veulent passer en bio !

Comment envisager un arrêt des soutiens à l'agriculture biologique alors que ces pratiques répondent aux enjeux environnementaux (qualité de l'eau, santé...) et à la demande des consommateurs ?

Pour lire le tract d'appel à cette manifestation, [cliquer ici](#)
Pour lire le communiqué des Elu.e.s écologiste et citoyens au Conseil régional, [cliquer ici](#)

► 16 nov. : Intéressante interview du PDG d'Air-France

Publié ce 16 novembre en page nationale de Ouest-France, le PDG de Ouest-France-KLM ne se prononce pas sur NDDL, mais il confirme cependant ce que nous

disons : "Cependant, attention aux investissements dispendieux,...)", "Dans l'immédiat, il

faut qu'une décision soit prise rapidement [pour aménager Nantes Atlantique]", "La stratégie du hub, qui consiste à rassembler des passagers sur de vastes plates-formes de correspondance, comme Paris ou Amsterdam, reste la plus efficace pour des grandes compagnies comme la nôtre."

Pour lire l'interview, [cliquer ici](#).

Octobre 2017

► 26 oct. : Echos de la session du Conseil Régional des 19 et 20 octobre

Après la démission de Bruno Retailleau (qui a attendu le dernier moment pour choisir le Sénat), **c'est une présidente, sarthoise**, Christelle Morançais, qui a été choisie. Cette session était aussi celle du débat sur les orientations budgétaires. Les arbitrages actuels s'annoncent violents pour notre territoire, particulièrement pour les partenaires de la Région et au regard des enjeux écologiques.

Pour lire les interventions des élu.e.s écologistes et citoyen.ne.s, [cliquer ici](#).

► 21 oct. : Défrichage et rencontres à NDDL

A l'initiative de COPAIN 44 (asso.d'agriculteurs opposés à l'aéroport), de 'Sème Ta ZAD" et d'autres opposants, une journée de défrichage de nouveaux terrains est organisée ce samedi 21 octobre à partir de 10h00. Le dimanche, des débats auront lieu sur l'avenir de la ZAD.

Pour plus de précisions, [cliquer ici](#).

► 20 oct. : FORMEZ la police contre le harcèlement de rue !

Fatima Benomar s'est faite harceler et insulter en plein centre de Paris sous le regard indifférent de deux policiers placides.

Dans la pétition qu'elle a lancée (plus de 100 000 signataires à ce jour), elle réclame que les policiers soient sensibilisés et formés sur ces questions de harcèlement de rue.

Pour en savoir plus et signer la pétition, [cliquer ici](#).

► 20 oct. : NON AU SULFOXAFLOR, UN NOUVEL INSECTICIDE « TUEURS D'ABEILLES »

L'association "Agir Pour l'Environnement" alerte : *"Alors que les Etats généraux de l'alimentation battent leur plein, l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Environnementale (ANSES) vient d'accorder en tout discrétion une autorisation d'utilisation d'un nouvel insecticide « tueurs d'abeilles » de la famille des néonicotinoïdes..*

Pour avoir plus de précisions et signer l'appel au Ministre de l'environnement, [cliquer ici](#).

► 13 oct. Baisse des APL : les sociétés de HLM de Loire Atlantique gèlent leurs projets de construction

Face au projet du gouvernement de baisser les APL (uniquement) pour les logements sociaux, en demandant aux sociétés de Hlm de baisser les loyers en conséquence (jusqu'à 60€ par mois), les 15 sociétés Hlm de Loire-Atlantique ont décidé de geler leurs projets de constructions neuves. Devant les fortes incertitudes sur leurs pertes de recettes (au moins 10%), elles ont décidé de geler pour un mois tous leurs projets de nouvelles constructions et d'achats dans les opérations privées.

Bien entendu, cela aura des conséquences sur le secteur du bâtiment...

Voir l'interview de Jean-Noël Frexinos sur Ouest-France (44) du 12 octobre.

Voir article du Monde : [cliquer ici](#).

► 10 oct. : Le glyphosate et la Commission Européenne

La Commission Européenne est sur le point de renouveler la licence du glyphosate, le produit toxique phare de Monsanto, pour 10 ans — à moins que 3 gouvernements (dont la France) la poussent à abandonner.

Dites à Emmanuel Macron de rejeter la dangereuse proposition de la Commission. Non au glyphosate, dès maintenant !

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#)

► 9 oct. : Syrie = l'inacceptable !

Chaque jour, des infirmiers, des médecins, des sage-femmes sont tués en Syrie alors qu'ils tentent de sauver des vies.

Raphaël Pitti, médecin français qui intervient en Syrie, dénonce les bombardements dont sont victimes ses collègues. Pour lui, il est inacceptable que ces soignants qui viennent en

aide aux civils en détresse soient tués.

Alors que plusieurs hôpitaux ont été bombardés ces dernières semaines, Raphaël demande au président de la République et à l'ONU l'application stricte du droit international qui interdit le ciblage des hôpitaux et l'ouverture de couloirs humanitaires pour tous les convois internationaux.

Raphaël a besoin de vous pour se faire entendre. Vous pouvez le soutenir en signant sa pétition : [cliquer ici](#).

► 7 oct. : Conseil municipal de Nantes du 6 octobre 2017 : Interventions des élu.e.s écologistes et citoyens

Ces interventions ont concerné de nombreuses questions : le vœu en soutien aux emplois aidés, la vidéo-surveillance (coûteuse et inefficace), la lutte contre la prostitution, le logement participatif inter générationnel, etc ...

Pour lire la lettre des élu.e.s écologistes et citoyens de Nantes, [cliquer ici](#).

► 3 oct. : Le Président de l'Assemblée Nationale s'engage par rapport au glyphosate

Le Glyphosate est ce produit (molécule de base du round up de Monsanto) qui a été classé '*probablement cancérigène*' par l'Organisation Mondiale de la Santé. Le parlement européen doit de prononcer sous peu sur la prolongation de son utilisation.

François de Rugy vient de prendre position sur la chaîne LCP : il a estimé dimanche que toute interdiction soudaine de l'herbicide glyphosate serait "*irresponsable*", tout en souhaitant que ce produit soit remplacé "*progressivement*".

"On ne peut pas interdire des produits qui sont utilisés, malheureusement d'ailleurs, en grande quantité dans l'agriculture comme ça du jour au lendemain, c'est complètement irresponsable", a déclaré M. de Rugy, ex-écologiste, dans "Dimanche en politique" sur France 3, en invoquant le "principe de précaution" face aux débats sur la dangerosité pour la santé du glyphosate.

Nicolas Hulot a dû apprécier ce coup de mains, lui qui est allé directement expliquer aux manifestants de la FNSEA pourquoi il faut interdire le glyphosate !

Bref, une leçon par l'exemple pour tous ces jeunes député 'macroniens', sur l'art de limer les aspérités pour mieux s'asseoir dans son siège...

► 3 oct. : La Région Pays de la Loire et les TER

L'Etat a annoncé une « pause » dans les grands projets d'infrastructures pour se concentrer sur les transports du quotidien respectueux de l'environnement. D'autres régions comme Centre Val de Loire ou Nouvelle Aquitaine ont décidé de renforcer leur parc de trains.

Et la Région Pays de la Loire ? Elle semble naviguer à vue, puisqu'elle a commandé 5 rames neuves (livrables quand ?), mais qu'elle en revend 7 à la Région Centre – Val de Loire, alors que nos trains sont saturés.

Lucie ETONNO, élue *Ecologiste et Citoyenne* au Conseil régional, et membre de la commission transports, aborde cette question dans un billet d'humeur et d'humour : "*La stratégie ferroviaire est comme une course du Vendée Globe, les navigateurs qui vont à contre-courant ont peu de chance d'arriver premiers... surtout sans rame !*"

Pour lire son billet, [cliquer ici](#)

► 2 oct. : NDDL, l'arrogance, cela suffit !

Les attaques contre la commission de médiation se multiplient. Les membres de la commission, et maintenant les cabinets d'études missionnés par elle, sont '*dénoncés*' par les Retailleau et autres Grosvallet, pour qui tout celui ou celle qui n'est pas partisan du transfert est forcément suspect, y compris dans son domaine d'expertise : seuls les partisans du transfert détiennent la vérité.

Alors que depuis le début de ce dossier, il est impossible d'avoir une mise à plat des avantages et inconvénients objective des deux solutions (le transfert ou le réaménagement de Nantes Atlantique), la perspective qu'on y arrive enfin leur est insupportable. Ainsi, la '*consultation*' de 2016, limitée à la Loire-Atlantique (alors que l'argent de deux régions est sollicité) et ne présentant qu'une seule des deux alternatives, n'a pas été réellement démocratique.

Nous ne savons pas encore quelle sera le résultat de cette médiation. Mais peut-être aurons-nous, enfin, des bases objectives et contradictoires pour débattre réellement.

Pour lire l'excellente intervention de Françoise Verchère sur le site du CédPA (Collectif d'élus doutant de la pertinence de l'aéroport) dont Ouest-France du 4 oct. se fait l'écho, [cliquer ici](#).

Pour lire le commentaire de l'ACIPA après le point d'étape de la commission de médiation, [cliquer ici](#).

► 29 sept. : SOUSCRIPTION pour un travail d'étude sur le Plan d'Exposition au Bruit (PEB)

La Coordination des organisations opposées au projet d'aéroport à Notre Dame des Landes (dont l'ACIPA fait partie) vous invite à participer à une souscription pour financer un travail d'étude de plans d'exposition au bruit (PEB) prévisionnels sur Nantes Atlantique. Pour en savoir plus, [cliquer ici](#).

► 29 sept. : La leçon de morale de Barbara Pompili

La hausse de la CSG de 1,7 point va toucher les retraités qui bénéficient d'une pension supérieure à 1.200€. "Il est vrai qu'on demande un petit effort à une catégorie de retraités", a indiqué Barbara Pompili, députée LREM de la Somme (et ancienne députée écologiste) sur France 2 ce jeudi. "On leur demande de faire un effort, parce que d'autres catégories de la population" ont moins de chance qu'eux.

Barbara veut sans doute désigner ces 'pauvres' personnes assujetties jusqu'à présent à l'impôt sur la fortune, qu'on va pouvoir soulager... Merci, Barbara !

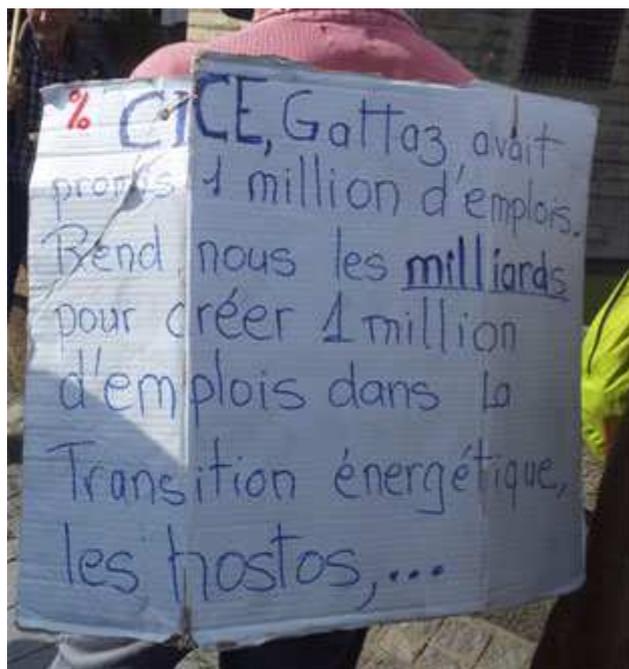
► 25 sept. : La pauvreté en Allemagne

Pour illustrer l'article sur "*l'exemple allemand*", il est intéressant de lire l'article du *Monde Diplomatique* [en cliquant ici](#).

► 25 sept. : Lettre des Elu.e.s Ecologistes et Solidaires de Nantes Métropole

De nombreuses questions y sont abordées : les priorités du groupe à la rentrée, la Vidéosurveillance, Les mesures gouvernementales et le logement social, l'entrée en vigueur du CETA, la qualité de l'air et la transition énergétique sur notre territoire, ...

[Pour lire la lettre, cliquer ici](#)



manifestation de grenades lacrymogènes. Portés par le vent, le nuage s'est propagé vers la suite de la manifestation...

► 21 sept. : Mobilisation un peu moins forte contre les ordonnances travail

Nous étions entre 7 000 et 10 000 dans les rues de Nantes pour manifester contre les ordonnances Travail.

En fin de manifestation les policiers ont copieusement arrosé la tête de



► 21 sept. : NON A LA FERME-USINE DES #4000BOVINS - pétition

Un projet de ferme-usine de 4000 bovins (!!!) est actuellement envisagé à Digoïn en Saône et Loire (71). Un exploitant agricole, déjà à la tête d'un troupeau de 320 vaches allaitantes et 240 bovins à engraisser (!), a déposé une demande pour obtenir l'autorisation de confiner 3910 veaux destinés à l'exportation !

Une enquête publique a été lancée en plein cœur de l'été (comme d'habitude !!!) et se clôt vendredi 22 septembre à 17h00. Il ne nous reste que 24 heures pour faire connaître notre opposition déterminée au commissaire enquêteur. Cette pétition, mise en ligne il y a deux jours, a déjà recueilli plus de 50000 signatures !

Pour signer la pétition lancée par "Agir pour l'environnement", [cliquer ici](#)

► **16 sept. : Perturbateurs endocriniens : agir contre une loi européenne trop permissive**

Le 4 juillet dernier, la France a capitulé devant les lobbies à Bruxelles en acceptant une proposition législative de la Commission européenne sur les perturbateurs.

Les perturbateurs endocriniens, ce sont notamment le bisphénol A et les phtalates. On les trouve dans nombre de plastiques, de cosmétiques et de pesticides. Ils sont mis en cause dans beaucoup de cas de cancers, d'infertilité, de malformations, d'obésité et leur coût pour la société est évalué à au moins 157 milliards d'euros par an en Europe.

Or le texte proposé par la Commission exige un niveau de preuve beaucoup trop élevé avant de pouvoir interdire une substance et prévoit de nombreuses dérogations.

Nous pouvons encore agir car la proposition de la Commission doit désormais être approuvée par le Parlement européen le 3 octobre prochain.

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).

► **14 sept. : En Mayenne, quel est le féminin de suppléant ?... Suppléant !**

La commission électorale de Mayenne a invalidé le bulletin du tandem écologiste Claude Gourvil – Sophie Leterrier, candidat.e.s aux élections sénatoriales. Motif : Sophie Leterrier est désignée comme suppléante, c'est à dire le féminin de suppléant. La commission considère que le terme légal est suppléant.

Pourtant, dans les autres départements, les termes de candidate ou suppléante sont acceptés.

Il va être urgent que le ministère de l'intérieur informe son administration préfectorale de la Mayenne que le temps passe et que nous sommes au XXIème siècle !

► **10 sept. : Bruno Retailleau choisit le Sénat et abandonne la Région**

Dans un communiqué, le groupe des élu.e.s écologistes et citoyens souligne : *"Après avoir lâché la présidence de la Vendée, Bruno Retailleau lâche cette fois celle de la Région seulement vingt mois après son élection. Il misait sur la victoire de la droite pour continuer à cumuler les titres et les indemnités de président et sénateur et cumuler un peu plus comme ministre. Ce départ fragilise son équipe et provoque un grand remue-ménage à la Région. Une situation ubuesque et ce sont les Ligériennes et les Ligériens qui seront les premiers pénalisés."*

Pour lire leur communiqué, [cliquer ici](#).

► **9 sept. : "Mobilisons-nous pour les emplois aidés !" = Communiqué des Elu.e.s**

Ecologistes et Citoyens de Nantes Métropole :

"En Loire-Atlantique, près de 650 emplois aidés seraient supprimés sur un total de 5 623."

Les Elu.e.s soulignent que ces emplois sont socialement utiles

Ils *"concernent tous les secteurs d'activités : sport, culture, petite enfance, handicap, éducation, santé, vieillissement, environnement, etc..."* *"Avec un taux d'accès à l'emploi de 52 % dans le secteur non marchand pour les moins de 28 ans, ils dépassent de nombreux autres dispositifs d'insertion par le travail."*

Cela constitue également un *"Coup dur pour les associations"*.

Les élu.e.s dénoncent aussi la *"Brutalité de la méthode"* du gouvernement.

Pour lire l'ensemble du communiqué, [Cliquez ici](#).

► **6 sept. : Baisse de l'aide au logement = la bourse aux idées**

Le gouvernement a décidé de *"raboter"* les allocations logement (APL) de 5€, alors qu'elles bénéficient aux ménages les plus en difficulté.

Mais le Président Macron a émis publiquement une idée pour annuler cette baisse de l'APL : les propriétaires n'ont qu'à baisser volontairement leur loyer de 5€ par mois.

A y regarder de plus près, cette mesure est difficilement applicable, car les sociétés de HLM disent que leur trésorerie ne le permet pas et parce que les propriétaires privés ayant des locataires bénéficiaires de l'APL sont très nombreux (et ne le savent pas forcément). De plus, ils vont voir leur CSG augmenter sans doute de plus de 5€ par mois.

Mais, puisque la bourse aux idées est ouverte, en voici une autre plus claire : les bénéficiaires de ces coups de rabot, ce sont les quelques milliers qui vont voir leur Impôt sur la Fortune baisser (total 3 milliards€), alors que la baisse de l'APL devrait rapporter 0,14 milliard€. Dans ces conditions, pourquoi ne pas lancer un grand appel aux bénéficiaires de la baisse de l'ISF à **reverser 5% de leur baisse d'impôt sur la Fortune**, de façon à annuler la baisse de l'allocation logement ?

A moins que l'enrichissement de quelques milliers de bénéficiaires de la baisse de l'ISF soit

plus important, aux yeux du Président, que l'appauvrissement des quelques millions de bénéficiaires de l'APL...

► **6 sept. : marché gouvernement - Medef**



Août 2017

► **30 août : dessins d'actualité...**



► **29 août : Quand la planète prend l'eau**

Les températures estivales maximales pourraient dépasser par endroits en France les 50°C à la fin du siècle, selon une étude parue en juillet dernier. Pour aboutir à ces résultats, les scientifiques se sont basés sur l'hypothèse la plus pessimiste du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), selon laquelle les émissions de gaz à effet de serre continueraient de progresser au rythme actuel. Les canicules ne sont pas les seuls effets de ces émissions : sécheresses, fortes pluies et cyclones, fonte des glaciers et hausse du niveau des mers sont, eux aussi, des symptômes du dérèglement climatique. L'élévation du niveau des mers, déjà constatée au XXe siècle, va en particulier continuer, et même s'accélérer : le Giec, dans son dernier rapport (2013), prévoit une hausse d'au moins 26 cm d'ici à 2100, voire d'un mètre si on ne réduit pas les émissions de gaz à effet de serre. Avec pour conséquences submersion de terres, recul du trait de côte et salinisation des nappes phréatiques. (Alter Eco de septembre 2017).

► **27 août - Contrats aidés : une double peine pour notre Région**

Selon les élu.e.s écologistes et citoyen-ne-s au Conseil régional des Pays de la Loire, "La baisse des contrats aidés annoncée par le Gouvernement a provoqué un séisme auprès des élus locaux en pleine préparation de la rentrée scolaire. Dans notre région, cette baisse s'ajoute à la décision, il y a un an, par la majorité Retailleau, d'abroger des dispositifs d'aides à l'emploi : l'arrêt de la prolongation des aides aux emplois tremplin et l'arrêt des cofinancements des emplois d'avenir." Et ils font part de "leur grande inquiétude". Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#).

► **10 août : après la condamnation de Cédric Hérou, les ONG protestent**

La décision de justice ouvre la voie à la condamnation de ceux dont "la seule motivation est de porter assistance aux personnes migrantes et réfugiées sans autre contrepartie que de voir les droits humains respectés", s'inquiètent dans un communiqué Amnesty International, la Cimade, Médecins du monde, Médecins sans frontières et le Secours catholique. "Cette motivation ne fera jamais d'eux, ni de nous, des trafiquants de migrants", ajoutent les

associations. "Ni trafiquantes, ni délinquantes, ces personnes, inquiétées, intimidées, poursuivies et désormais condamnées, sont avant tout des défenseurs des droits humains" alors que les droits des migrants sont "violés" et qu'ils sont confrontés à "l'inaction, aux défaillances" de l'Etat français, affirment ces ONG.

▶ 9 août : Le "délit de solidarité" de Cédric Hérou

Cet agriculteur de la vallée de la Roya, à quelques kilomètres de la frontière italienne a hébergé jusqu'à 200 migrants en 2016 : ils sont nourris, soignés par Médecins du Monde et informés de leurs droits... tout ce que l'Etat français devrait faire !

Il a pourtant été condamné en appel à 3000€ d'amende avec sursis, alors que la loi précise qu'il ne peut y avoir de poursuites "lorsque l'acte reproché n'a donné lieu à aucune contrepartie directe ou indirecte et consistait à fournir des conseils juridiques ou des prestations de restauration, d'hébergement ou de soins médicaux destinées à assurer des conditions de vie dignes et décentes à l'étranger, ou bien toute autre aide visant à préserver la dignité ou l'intégrité physique de celui-ci".

Les discours humanistes de F. Hollande et de E. Macron n'empêchent pas la logique de l'Etat consistant à punir (pour décourager) pour "délit de solidarité".

Et dans le même temps, un navire affrété par des organisations d'extrême droite sillonne la Méditerranée pour traquer les bateaux des organisations humanitaires et les forcer à renvoyer les réfugiés naufragés en Libye. Et cela, sans aucune réaction des pays européens.

Pour en savoir plus, [cliquer ici](#).

Pour écouter Cédric Hérou sur France Inter, [cliquer ici](#).

▶ 1er août : Les super profits, super moraux de Muriel Pénicaud

Lorsqu'elle était DRH du groupe Danone, Muriel Pénicaud a réalisé un profit de 1,13 million € sur la revente de ses stock-options intervenue juste après l'annonce d'un plan de 900 départs volontaires qui a fait bondir le cours de l'action Danone.

Prise à parti par des députés d'opposition, elle s'est défendue en indiquant "je ne laisserai personne dire que je n'ai pas de cœur et pas de morale", ajoutant qu'elle avait "toujours payé ses impôts en France" (quelle vertu !...).

Mais elle a ajouté qu'il est "normal" que "les personnes qui prennent des risques, qui vont créer de la valeur économique et donc la possibilité d'emplois" "gagnent de l'argent".

Mais de **quels risques** parle-t-elle ?

Le risque de ne pas pouvoir réaliser une plus-value de 68% en 4 ans sur ses stock-options, comme elle l'a fait ?

Pourquoi, en parlant de risques professionnels, ne lui viennent pas à l'idée le sort des électriciens de la navale intoxiqués par l'amiante, les métallo. sourds à 50 ans, les découpeurs(euses) de volaille atteint(e)s par les troubles musculo-squelettiques, les ouvriers du bâtiment usés à 50 ans, ... ?

Nous n'avons pas la même notion de risque professionnel et nous ne regardons pas le même côté de la balance !

Et on comprend mieux pourquoi, lorsqu'elle parle de sécurisation des règles du travail, il s'agit de la précarisation des contrats de travail pour la majorité des gens ; et pourquoi, lorsqu'elle parle de développement du dialogue au plus près de l'entreprise, elle vise une plus grande centralisation des décisions par l'Etat, en relation privilégiée avec le patronat.

Juillet 2017

▶ 30 juillet : NON A LA BAISSSE DES AIDES A LA BIO !!!

Sous prétexte de réduire les dépenses de l'Etat, le gouvernement choisit de réduire les subventions à l'agriculture biologique, plutôt qu'à l'agriculture productiviste et aux céréaliers défendus par la FNSEA.

L'association 'Agir pour l'environnement' lance une pétition pour interpeller le ministre de l'agriculture. Pour la signer, [cliquer ici](#)

▶ 23 juillet : Le respect des traditions politiques françaises ?

Lors de la campagne électorale qui a précédé son élection, François Hollande nous a affirmé qu'il allait faire infléchir la politique économique et financière de l'Europe (contre l'austérité), et que son ennemi était la Finance. Résultat, il s'est aligné sur cette politique européenne et il a créé le CICE...

Au cours de la campagne présidentielle de 2017, Emanuel Macron a affirmé vouloir supprimer la taxe d'habitation, parce qu'injuste pour les plus pauvres. Résultat, il maintient

cette taxe et il diminue l'Aide Personnalisée au Logement qui aide les plus pauvres. Au cours de la campagne, il affirmait qu'il fallait porter le budget des armées à 2% du PIB. Résultat il diminue ce même budget de 850 millions €.

Le respect de cette tradition de la politique en France semble être en de bonnes mains !...

► 18 juillet : Contre l'enfermement des enfants en rétention

"Il y a un an, le 12 juillet 2016, la France était condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour des "pratiques dégradantes" à l'encontre des enfants enfermés en rétention. Mais ces pratiques perdurent : de jeunes enfants – parfois des nourrissons – ou des adolescents sont privés de liberté, surveillés par des policiers, enfermés derrière un grillage... Dans des prisons qui ne disent pas leur nom : les centres de rétention administrative. Leur crime ? Avoir des parents étrangers dont les papiers ne sont pas à jour.(...)"

Alors que les camarades de classe partent en vacances, des dizaines d'enfants risquent de passer une partie de leur été derrière des barreaux, dans un univers d'enfermement traumatisant, puis d'être expulsés vers le pays d'origine de leurs parents qu'ils ne connaissent souvent pas. Le président Emmanuel Macron a le pouvoir de mettre fin à ces pratiques."

Cet appel est lancé par La Cimade, Réseau Education sans frontières (RESF), Ligue des droits de l'Homme (LDH), Anafé, MRAP, Syndicat des avocats de France (SAF), France terre d'asile, ASSFAM, Droits d'urgence, Hors la Rue et Clowns sans frontières.

Pour lire leur appel, [cliquer ici](#).

Pour signer la pétition déjà signée par 71 328 personnes, [cliquer ici](#).

► 15 juillet : la répression s'accroît en Turquie

La répression du gouvernement Erdogan est en train d'emprisonner et de persécuter tous ceux qui peuvent avoir une parole ou une action un peu libre en Turquie. Des centaines de milliers de personnes sont touchées (emprisonnées, exclues de leur travail, ...).

Amnesty International est bien entendu visée par la répression. Cette organisation de défense des droits humains lance un appel : "Dites au gouvernement turc de libérer Idil Eser, la directrice d'Amnesty Turquie et neuf autres personnes".

Pour soutenir leur action, [cliquer ici](#).

► 5 juillet : le parcours de François de Rugy selon le Canard enchaîné :

Depuis *Génération Ecologie* jusqu'à *En Marche*, en passant par EELV et la primaire socialiste, le parcours du nouveau Président de l'Assemblée nationale...

Bien entendu, c'est une caricature, ... , mais cela évoque quand même des choses...

Pour lire l'article du Canard, [cliquer ici](#).



► 4 juillet : L'échec annoncé de EDF pour les centrales EPR en Angleterre

EDF s'est engagé, en septembre 2016, à construire deux centrales nucléaires EPR à Hinkley Point en Angleterre pour 20,5 milliards €.

Mais EDF annonce déjà un retard de 15 mois et un surcoût de 1,8 milliard € !

Ce n'est pas une surprise, car :

- les syndicats de salariés se sont prononcés contre ce projet en Angleterre, ainsi que le Directeur financier de l'entreprise... qui a démissionné !
- tous les réacteurs EPR en construction accusent retards et surcoûts : aucune centrale EPR n'a réussi à fonctionner jusqu'à présent. Exemple : Flamanville accuse 8 ans de retard et un triplement du prix (de 3,5 à 10,5 milliards €). De plus, les cuves et les couvercles de cuve ne sont pas conformes aux normes de sécurité (trop de carbone dans leur composition, ce qui les fragilise).

L'EPR est un énorme échec industriel et financier. Et EDF risque la faillite dans cette affaire. Et qui paie déjà plusieurs milliards € pour renflouer AREVA et EDF ??? Et qui devra effacer une ardoise bien supérieure si le lobby nucléaire continue à l'emporter ???

Ne cherchez pas, c'est l'Etat, c'est-à-dire nous !

Quand donc nos dirigeants, qui parlent de la nécessité de réduire les dépenses inutiles et les

déficits, prendront-ils enfin la sage décision d'arrêter les frais et d'investir massivement dans les énergies renouvelables ?

► **2 juillet : Plutôt Montoir que NDDL ?**

Selon Ouest-France, un collectif se mobilise pour proposer Montoir à la place de NDDL. C'est un fait que la piste de Montoir a la capacité d'accueillir le même type d'avions que Nantes Atlantique, mais est sous-utilisée. Ce collectif propose donc que Montoir accueille les vols charters et le fret à la place de Nantes Atlantique, plutôt que de construire un nouvel aéroport coûteux à NDDL. Pour lire l'article de Ouest-France, [cliquer ici](#).

Juin 2017

► **21 juin : Féminisation de l'Assemblée nationale** (selon le *Canard enchaîné*)



► **15 juin : Bayrou sur le grill**



► **8 juin : Non à la méga-mine d'or industrielle en Guyane !**

105 organisations originaires de 25 pays ont lancé un appel au gouvernement français pour arrêter le projet "**Montagne d'or**" porté par les sociétés canadienne et russe, Columbus et Nordgold, ainsi qu'un moratoire sur tout projet de méga-mine industrielle d'or dans cette région.

"La France, organisatrice de la COP 21 en 2015, a pris des engagements pour agir concrètement contre le réchauffement climatique en valorisant des activités économiques qui respectent les impératifs d'un développement durable. Elle devrait donc refuser l'implantation sur son territoire de méga-mines d'or industrielles qui menacent si fortement l'environnement et la santé humaine, d'autant qu'elle ne dispose ni d'un code minier contraignant sur ces aspects, ni d'un organisme institutionnel de contrôle et de surveillance dédié."

Pour lire l'appel, [cliquer ici](#).

► **6 juin - La marche à suivre sur le climat : exemplarité, fermeté et solidarité**

Suite au retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris, la France doit prendre des décisions et actes concrets, estiment des responsables de Greenpeace, ATTAC, Alternatiba, Oxfam... dans ce texte commun.

Ils préconisent de geler le développement d'infrastructures climaticides (exemplarité), 'plus un euro pour les énergies fossiles' (fermeté) et de prendre pleinement sa part dans l'aide aux pays les plus affectés par le réchauffement (solidarité).

Pour lire ce texte publié par 'Médiapart', [cliquer ici](#).

► **5 juin : Attribution des fonds régionaux : les élus Ecologistes et Citoyens demandent un cadre et des dossiers plus clairs**

Regrettant le flou des dossiers présentés en commission permanente le 19 mai 2017, les élus du groupe Ecologiste et Citoyen ont voté contre les 3 premiers contrats de territoires version nouvelle majorité (communautés de communes Pays de Blain, Erdre et Gesvres et Pays de Châteaubriant Derval), d'un montant global de 7 millions d'euros. En effet, les projets manquaient de fond : on leur demandait de voter des coquilles vides ! Sur le mandat, la majorité prévoit une enveloppe globale de 150 millions d'euros sur ces Contrats Territoires / Région (CTR), destinés aux 68 communautés de communes des Pays de la Loire. Ils en appellent à un cadrage plus clair pour la suite.

Pour lire le communiqué du groupe des Elu.e.s écologistes et citoyens, [cliquer ici](#).

► **5 juin : Londres...**



Mai 2017

► **22 mai : Mineurs étrangers en danger à Nantes**

Déjà, le 16 mai, le saxophoniste de jazz François Ripoché a organisé un concert avec des artistes bénévoles pour attirer l'attention du public sur la situation des mineurs étrangers à Nantes et donner quelques moyens financiers aux associations qui leur viennent en aide.

Nous pouvons, nous aussi, nous faire entendre en signant la pétition lancée par le Collectif des Hébergeurs Solidaires Nantes et alentours, le Collectif de soutien aux M.I.E.

(GASPROM, Ligue des Droits de l'Homme, DAL, Action Jeunesse Scolarisation, CIMADE, SJMMIE, Nantes en résistance), Médecins du Monde, l'Intersyndicale 44 en soutien aux migrants (UD CGT-CFDT-FSU-UNSA - SOLIDAIRES 44).

Cette pétition interpelle les différentes autorités : L'Etat français, bien sûr, mais aussi le Département, chargé de l'aide sociale à l'enfance, Nantes Métropole et la ville de Nantes et le Rectorat qui refuse de les accueillir dans les établissements scolaire.

Pour lire et signer la pétition, [cliquer ici](#)

► **19 mai : Pétition contre les pesticides tueurs d'abeilles**

Bayer a déposé une plainte contre la Commission européenne pour qu'elle retire les restrictions imposées à l'utilisation de pesticides qui tuent des millions d'abeilles à travers le monde.

C'est grâce à d'intenses pressions de la part du public que nous avons réussi à obtenir ces restrictions importantes : nous ne pouvons donc pas rester les bras croisés pendant que les multinationales des pesticides s'affairent à les faire annuler et que les abeilles sont en danger de disparition.

Signez la pétition pour exiger que Bayer et Syngenta retirent dès maintenant leurs plaintes [en cliquant ici](#).

► **10 mai : l'Europe accepte les sables bitumineux canadiens**

L'Union Européenne accepte maintenant le pétrole hautement polluant issu des sables bitumineux canadiens.

Ce pétrole est particulièrement polluant pour l'environnement et nettement plus générateur de CO2 que le pétrole classique. C'est ce que décrit Greenpeace dans un article [cliquer ici](#)
Et cependant, l'Union Européenne ne le classe plus comme particulièrement polluant. C'est

sans doute un des résultats de la négociation du traité de libre échange avec le Canada, le CETA.

Cela montre l'urgence de se mobiliser contre l'abaissement des normes de protection que ces traités incluent sans faire de bruit ; et d'exiger que notre nouveau Président obtienne un réexamen sérieux de ce traité.

(voir l'article de Ouest-France de ce mercredi 10 mai sur ce sujet.)

► 5 mai : La France Insoumise verrouille les législatives

Les divergences entre les partis de gauche n'ont jamais été aussi réduites : aujourd'hui, la France Insoumise, comme le PS et EELV reconnaissent que l'écologie et la question sociale sont indissolublement liées. Et le Parti Communiste n'est pas loin de cela.

Mais à la présidentielle, seulement ¼ de l'électorat s'est porté sur les candidats de gauche ; et malgré cela, nous nous apprêtons tranquillement à présenter une multitude de candidats lors des élections législatives : PS, PC, la FI et EELV (au moins) s'appêtent à se disputer 25% des voix, au désespoir des électeurs de gauche !



Fort de son bon résultat, JL Mélenchon aurait pu se porter à la tête d'une recomposition unitaire de la gauche écologiste, en appelant les autres partis de gauche à se réunir pour les législatives.... Mais non ! il veut **seul** représenter l'opposition à la future majorité. Et malgré l'appel du secrétaire national de EELV à regrouper nos forces, la réponse de Mélenchon est négative : hors de question de négocier avec les autres. Il en est même à menacer d'attaquer le PCF en justice pour utilisation de son image (voir article du Monde en cliquant ici->http://www.lemonde.fr/elections-legislatives-2017/article/2017/05/05/jean-luc-melenchon-et-le-pcf-en-instance-de-divorce_5122744_5076653.html)). C'est ce qui se traduit dans le courrier de certains candidats locaux de la F.I., suite à nos sollicitations : "... *il n'est pas en notre mesure de répondre à une telle demande.*

Des rencontres se font actuellement au niveau national, mais les candidats aux élections législatives ne peuvent s'engager sur des négociations avec les partis au niveau local."

Malheureusement, c'est l'ensemble de la gauche écologiste qui risque de payer au prix fort ce sectarisme !...

► 5 mai : Une action de Greenpeace :

Des militants de Greenpeace France ont réussi à accrocher une immense banderole sous la tour Eiffel, à la veille du second tour de la présidentielle.

Dans son appel, Greenpeace écrit par exemple : "*L'idée d' « écologie patriote » défendue par Marine Le Pen est une aberration du point de vue écologique et ne sert que de faire-valoir à un projet intolérant. Personne ne peut prétendre s'attaquer sérieusement aux changements climatiques, à la pollution de l'air ou à la protection des océans à l'abri de frontières hermétiques au monde extérieur.*

De son côté, Emmanuel Macron, s'il est élu, trouvera face à lui une vigilance et une détermination de tous les instants sur les enjeux majeurs du moment. Qu'il s'agisse de la transition énergétique ou de la transformation nécessaire de notre agriculture, nous serons là pour porter haut et fort les sujets environnementaux. Le débat télévisé entre les deux candidats a montré que l'écologie n'avait décidément pas passé le premier tour. A nous de remettre cette question à l'ordre du jour dès l'élection terminée."

Pour lire tout le texte, [cliquer ici](#).

► 1er mai : Le torchon brûle chez les catho. : "Chrétiens et démocrates, nous appelons à voter pour Emmanuel Macron"

Christine Pedotti, rédactrice en chef de "Témoignage Chrétien", est scandalisée par le manque d'engagement inédit de l'Eglise catholique et le refus de Sens commun de faire barrage au FN.

Accompagnée de personnalités du monde chrétien, elle lance un appel où elle alerte sur les dangers des projets de M Le Pen : "*(...) elle promet de fermer les frontières, de refouler les étrangers, les migrants demandeurs d'asile, de refuser les soins médicaux ou la scolarisation des enfants à tous les irréguliers. Quelles contorsions morales faut-il faire pour oser prétendre que cela ne s'oppose absolument pas aux fondements même du christianisme ? La revendication de l'égoïsme national, le refus de l'accueil des étrangers — pour ne prendre que deux points essentiels -, sont aux antipodes de la foi des chrétiens et du message de*

Jésus.(...) [tout au long de l'histoire du christianisme], c'est bien l'universalité de la famille humaine et l'unité du genre humain qui apparaissent comme profondément en accord avec l'Évangile. C'est ce que le pape François ne cesse de rappeler et en cela, il est en parfait accord avec ses prédécesseurs."

Pour lire l'article du Nouvel Obs., [cliquer ici](#).

Avril 2017

► 21 avril : Mélenchon refuse de s'expliquer

Bien qu'il soit invité, comme tous les autres candidats, à être interviewé sur les radios du service public (France-inter, France-Info) et par Libération, Jean-Luc Mélenchon a refusé d'y venir.

Ce jeudi 20 avril, Patrick Cohen a énuméré les questions qu'il aurait aimé lui poser... sans réponse ! (Pour lire les questions, [cliquer ici](#)).

Peut-être Mélenchon est-il plus intéressé à jouer avec les hologrammes, plutôt que de donner des précisions sur son programme.

C'est quand même un peu alarmant : une élection, ce n'est pas seulement le vote ; c'est aussi faire en sorte que les citoyens aient accès à toutes les informations nécessaires pour que chacun.e puisse se prononcer en connaissance de cause.

Quelle est donc la conception de la démocratie de Jean-Luc Mélenchon ?

Et s'il était élu, que deviendrait le service public de l'audiovisuel ???...



► 16 avril : Pétition à l'Autorité de Sureté Nucléaire

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a détecté, dès 2005, de graves problèmes liés aux procédures de fabrication des aciers à l'usine Creusot Forge, où devait être fabriquée la cuve de l'EPR. Bien que l'ASN en ait averti EDF et Areva, cela n'a pas empêché la fabrication ni l'installation de cet équipement qui s'avère aujourd'hui défectueux... En cas d'accident, on risque une rupture de la cuve avec une catastrophe de type Tchernobyl. Afin qu'elle homologue cette cuve malgré ses défauts, une pression considérable est exercée sur l'ASN de la part d'EDF, d'Areva, de l'État français et même de la Commission européenne. À nous, citoyens, de faire contrepoids et de rappeler que les intérêts de l'industrie nucléaire ne doivent jamais passer avant la protection des populations.

Pour signer la pétition pour exiger de l'Autorité de sûreté nucléaire qu'elle ne valide pas la cuve de l'EPR, [cliquer ici](#)

► 12 avril : Fillon, toujours (ou, à chaque fois qu'on gratte, on découvre un mensonge)

François Fillon a d'abord avoué que Pénélope avait commencé à être payée comme attachée en 1997, puis il a concédé que c'était en 1986... et puis en 1982.

Mais le *Canard* vient de découvrir que Pénélope Clarke (avant son mariage) a été embauchée comme collaboratrice au sein d'un ministère dès avril 1980, alors que François Fillon (son fiancé) était Chef de cabinet adjoint auprès de Joël Le Theule, alors Ministre de la Défense.

Décidément, avant même d'être marié, le couple Fillon avait déjà beaucoup besoin d'argent !

Remarque subsidiaire : François Fillon dénonce un complot d'un « *cabinet noir* » de l'Élysée, qui a tenté un « *assassinat politique* » dont il détient les preuves. Pourquoi n'a-t-il encore pas porté plainte pour diffamation (à défaut de tentative d'homicide politique) ???

▶ **31 mars : malfaçon de la cuve de l'EPR de Flamanville**↵

La question des malfaçons de la cuve du réacteur de l'EPR de Flamanville refait surface. L'information n'est pas neuve : voir mon article sur la même question du 4 mai 2016 [en cliquant ici](#)↵

Rappelons que la cuve est déjà en position sur place, soudée et enserrée dans le béton. La changer reviendrait à reprendre la construction de la centrale à zéro, alors qu'elle a déjà 8 ans de retard et que son coût de construction est déjà triplé !↵

Il est urgent d'arrêter cette construction, de renoncer à la construction de 2 centrales EPR en Angleterre et d'investir massivement dans les énergies renouvelables.↵

A moins qu'EDF considère que son image d'industrie de pointe vaut mieux que le risque d'un accident nucléaire majeur, comme AREVA Le Creusot l'a fait en falsifiant des certificats de conformité.

▶ **29 mars : déclaration de Pierre Laurent (Secrétaire national du PCF)**↵

"La conversion de Manuel Valls à la candidature d'Emmanuel Macron clarifie le sens de cette candidature. Celle-ci devient le point de ralliement de tous les libéraux et socio-libéraux. (...)"↵

Dans cette situation, face à une menace de droite et d'extrême droite qui s'aggrave encore, il est urgent que toutes les forces de gauche engagées dans la campagne des présidentielles se rassemblent autour d'un projet profondément ancré à gauche, d'une campagne et d'une candidature commune.↵

Engagé dans la campagne de Jean-Luc Mélenchon, je demande une rencontre dans les tous prochains jours entre Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon, Yannick Jadot et moi-même pour créer les conditions de la victoire.↵

C'est plus que jamais nécessaire et, désormais, possible dans la clarté."

▶ **29 mars : L'amitié Le Pen - Poutine**↵

C'était l'objet de l'édito de Thomas Legrand sur France Inter lundi dernier :↵

"La candidate d'extrême-droite dit partager la vision du monde de Vladimir Poutine. La vision du monde, donc de celui qui enferme ses opposants, quand il ne les fait pas assassiner, d'un président kleptocrate, qui –comme on l'a vu ce week-end- interdit et réprime les manifestations de ceux qui dénoncent la corruption. Après avoir fait le pied de grue au bas de la Trump Tower, sans photo, Marine le Pen rate le timing de sa rencontre avec son autre modèle, la veille d'une démonstration éclatante de son caractère liberticide."↵

"Moscou souhaite la victoire du FN et compte bien l'y aider. La chaîne de propagande russe RT diffusait d'ailleurs hier l'intégralité du meeting de Marine LePen par PériScope sur son compte Tweeter, alors que l'opposant Alexi Navalny se faisait arrêter à Moscou."↵

Pour ré-écouter la chronique, [cliquer ici](#).

▶ **Le 27 mars : Lettre info des élu-e-s écologistes & citoyens de Nantes**↵

Cette lettre fait écho au Conseil municipal de Nantes du vendredi 24 mars. C'est aussi l'occasion de faire un bilan à mi-mandat.↵

Vous retrouverez les expressions (en vidéos) de pascale Chiron, Jean-Paul Huard, Julie Laernoës, Mahel Coppey, Catherine Choquet, Cécile Bir, Ghislaine Rodriguez, Nicolas Martin, Benoît Blineau, Mounir Belhamiti, Alassane Guissé, Catherine Bassani-Pillot, Pierre-Yves Le Brun, et les interventions au cours du Conseil municipal.↵

Pour lire cette lettre, [cliquer ici](#)

▶ **27 mars : Stop au glyphosate ! (appel de GreenPeace)**↵

Ce pesticide, c'est le Roundup de Monsanto qui est utilisé pour tuer toutes les mauvaises herbes. Sans distinction.↵

S'il est aussi tristement célèbre, c'est parce qu'il s'agit de l'herbicide le plus vendu dans le monde. On le retrouve partout dans notre environnement. Mais c'est aussi, et surtout, parce que l'Organisation Mondiale de la Santé l'a classé "probablement cancérigène" en 2015.↵

Comment expliquer alors que le glyphosate soit toujours autorisé en Europe et en France ?↵

Il y a clairement un problème dans les procédures européennes d'évaluation des pesticides. Aujourd'hui, l'industrie des pesticides fournit elle-même les études qui sont utilisés pour ces évaluations ! (...)

C'est pour cette raison que nous lançons, avec un collectif d'organisations, une initiative citoyenne européenne (ICE) sur le glyphosate. L'objectif : atteindre plus d'un million de signatures, avec des quotas par pays pour que l'Union européenne prenne en compte nos

demandes. Il faut ainsi dépasser en France les 55 000 signatures et respecter une procédure très stricte (c'est pour cette raison que nous vous demandons par exemple votre numéro de carte d'identité). ↵

Pour lire l'appel et signer la pétition, [cliquer ici](#)

▶ 26 mars : La Maison de l'Habitant ↵

C'est un projet porté par Pascale Chiron, Vice-présidente EELV de Nantes Métropole, chargée du logement social. ↵

Cette Maison de l'habitant doit être un lieu ressource sur le logement et l'habitat dans l'agglomération. Elle rassemblera donc toute l'information métropolitaine sur l'offre en logement (social, abordable, libre). Elle facilitera la mise en réseau. Elle sera lieu d'orientation mais aussi lieu d'accueil et d'inscription des demandeurs de logement social. Elle mettra à disposition des informations concernant les aides de rénovation dans le parc privé ancien, l'offre et les acteurs compétents concernant les besoins des publics spécifiques. ↵

Ce lieu accueillera également l'espace Info énergie. ↵

Pour télécharger le diaporama qui présente cette initiative , [Cliquez ici](#).

▶ Le 23 mars : Nouvelles méthodes ? Nouvelles têtes ? ↵

Emmanuel Macron affiche l'ambition de moderniser la vie politique française : nouvelles têtes, nouvelles méthodes, idées nouvelles,... Et voilà que Le Drian va annoncer son soutien à Macron, lui qui est le seul à cumuler un poste de Ministre d'Etat et de Président d'un Conseil régional (de Bretagne), qui s'est payé le luxe, de plus, de rejeter les écologistes dans l'opposition. Et voilà que Macron exprime sa satisfaction d'enregistrer un ralliement aussi porteur de renouveau !...

▶ 22 mars : François Fillon change son slogan de campagne ↵

Jusqu'à présent, son slogan était "*Le courage de la vérité*". Mais après le "Pénélope Gate", depuis dimanche dernier, ce slogan de campagne est devenu "*Une volonté pour la France*". ↵

C'est à l'évidence plus prudent !...

▶ 19 mars : La face cachée du nucléaire ↵

La Face cachée du nucléaire : un livre exclusif qui révèle l'état des centrales nucléaires françaises et les mensonges d'EDF ! ↵

▶ Pour lire une synthèse, [cliquer ici](#). ↵

▶ Pour le commander au prix de 12€ (+5€ de frais de port), [cliquer ici](#).

▶ Parrainages ↵

Le parrainage des candidats à l'élection présidentielle par 500 parlementaires, maires ou conseillers généraux ou régionaux a pour objectif d'éviter des candidatures hurluberlues. ↵

Comme l'a dit Charline Vanhoenacker sur Franceinter mardi matin, il y a quelque chose qui n'a pas bien marché, puisqu'on se paie le luxe d'avoir deux des principaux candidats qui sont mis en examen par la justice ...

▶ 14 mars : Fuite massive à la centrale de Fessenheim : EDF enfin condamnée ! ↵

Le 28 février 2015, une fuite massive de 100 m3 d'eau en salle des machines a entraîné l'arrêt d'urgence du réacteur N°1 de Fessenheim. ↵

EDF a ensuite masqué la gravité de l'accident et redémarré le réacteur sans autorisation. ↵

Suite à une plainte de plusieurs associations, EDF vient d'être condamnée le 8 mars 2017, à une amende de 17 000 €, avec inscription au casier judiciaire. ↵

Les associations se félicitent de cette condamnation et réclament la fermeture immédiate de cette centrale en fin de vie. De plus, son réacteur n° 2 est arrêté depuis huit mois en raison d'un générateur de vapeur suspect, et n'est toujours pas autorisé à redémarrer. ↵

Pour lire le communiqué de 'sortir du nucléaire', [cliquer ici](#).



► 9 mars : inflation dans les termes... ↵

Suite aux violences qui se sont déroulées à l'intérieur et à l'extérieur du lycée Surger en Seine St Denis, 54 jeunes ont été mis en garde à vue et 8 d'entre eux ont été inculpés. François Fillon et Marine Le Pen ont tous deux dénoncé la "réaction minimale" du gouvernement. François Fillon a dénoncé "une véritable émeute, suivie d'une guérilla urbaine dans les rues". " Cette situation n'est pas tolérable. Moi je ne la tolérerai pas ! ". Après le "complot politique" du "cabinet noir" et son "assassinat politique", nous voilà donc en "guérilla urbaine"...

Que penser de cette inflation dans les termes du candidat de droite ? Pour sa part, **Alain Juppé** a déjà donné son opinion dans sa communication de mardi dernier : "son système de défense, fondé sur la dénonciation d'un prétendu complot politique, et d'une volonté d'assassinat politique l'a conduit dans une impasse"...

► 6 mars : EELV Pays de la Loire et les prochaines élections ↵

Le samedi 4 mars, s'est tenue à Angers une réunion du Conseil politique régional de EELV. ↵ Il a constaté que, pour la première fois, l'écologie se retrouve au cœur des enjeux de l'élection présidentielle. Suite au rassemblement avec Benoît Hamon sur la base d'une **plateforme programmatique** contenant ce que les écologistes portent depuis 40 ans : une écologie sociale, démocratique et européenne. ↵

C'est sur cette base que EELV Pays de la Loire participera activement à la campagne présidentielle de Benoît Hamon, en espérant un rassemblement encore plus large avec l'ensemble des forces de gauche. ↵

Concernant les élections législatives, le Conseil politique régional a réuni samedi après-midi les 30 candidat.e.s désigné.e.s sur les 30 circonscriptions des Pays de la Loire pour préparer la campagne des législatives. ↵

Bien entendu, en fonction des événements, EELV se déclare prête à "s'adapter tout en gardant l'écologie politique comme fil conducteur de nos décisions". "Aucun retrait de candidates ou candidats aux législatives n'est envisageable face à des candidates ou candidats qui ne défendraient pas cette plateforme" programmatique.

► 6 mars : Affaire Baupin, suite et fin ↵

Isabelle Attard, Elen Debost, Annie Lahmer et Sandrine Rousseau, qui ont porté plainte contre Denis Baupin pour agression et harcèlement sexuel commentent le classement sans suite de cette affaire par le parquet. ↵

Le parquet a souligné à la fois la cohérence des témoignages recueillis, et le « désarroi » des victimes face au « comportement d'un des cadres du parti politique auquel elles appartenaient ». Cependant, il « apparaît que les faits dénoncés, aux termes de déclarations mesurées, constantes et corroborées par des témoignages, sont pour certains d'entre eux susceptibles d'être qualifiés pénalement. Ils sont cependant prescrits ». ↵

Les quatre plaignantes déclarent "Nous sommes heureuses et fières que nos témoignages à visage découvert aient pu contribuer à mettre en lumière et sur la place publique des agissements que l'on voudrait croire d'un autre temps. ↵

Nous appelons plus que jamais les candidats à la présidentielle à mettre au cœur de leurs projets la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes et contre toutes les violences faites aux femmes." ↵

Merci à elles pour leur courage. ↵

Pour lire leur communiqué, [cliquer ici](#).

↵ ► 2 mars : le "complot" ↵

Comme François Fillon, dont il est le porte-parole, Thierry Solère crie au complot et à la « chasse à l'homme » mené par le « cabinet noir de l'Elysée » à propos de ses déboires fiscaux et judiciaires, ainsi que ceux de François Fillon. ↵

Le Canard enchaîné publie un petit encart (lisible

Complètement
"Cifoné"

COMME son champion Fillon, Thierry Solère se dit victime d'un complot politique ourdi par « un cabinet noir » piloté depuis l'Elysée et Bercy. Pourtant, ce n'est pas le ministère de l'Economie qui a saisi le parquet de Nanterre pour fraude fiscale, mais bien « un organisme administratif indépendant ».

La Commission des infractions fiscales (CIF), en effet, est composée de huit magistrats de la Cour de cassation, huit de la Cour des comptes et autant de conseillers d'Etat, tous élus par leurs pairs. S'y ajoutent quatre « personnalités qualifiées », désignées, elles, par les présidents des deux assemblées. Ça fait beaucoup de comploteurs !

« Quand nous saisissons la justice, c'est que le dossier est extrêmement solide », témoigne l'un des 28 membres de la Commission. De quoi couper le Ciflet à Solère ?

(Le Canard du 1/03/2017)

ci-contre) à propos de l'origine du déclenchement des enquêtes de la justice.

► **1er mars : Fukushima 6 ans après**, La situation n'est toujours pas sous contrôle. ↵

Nous nous apprêtons à commémorer les 6 ans de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Aux dernières nouvelles, les bilans sanitaires humains et économiques ne peuvent malheureusement que s'alourdir et la décontamination s'avère être une tâche quasi-impossible. ↵

'Sortir du nucléaire' reprend tout l'historique depuis 6 ans de ce très grave accident. Et il fait le point sur la situation actuelle, ... et cela n'est pas rassurant !

Pour lire le dossier, [cliquer ici](#)

Février 2017

► **24 fév. : Concours de casseroles...**

► **19 fév. : « Quand Fillon donnait des leçons »** ↵

C'est sous ce titre que le *journal du dimanche* rappelle un certain nombre de prises de position de François Fillon. Quelques exemples :

- en 2012, contre JF Coppé, au moment de la bataille pour la présidence de l'UMP : "Il y a une injustice sociale entre ceux qui travaillent dur pour peu et ceux qui ne travaillent pas et reçoivent de l'argent public" (Réunion publique à Poitiers).
- en 2013, lorsqu'il se lance dans la primaire, en réclamant une "démocratie exemplaire" : "Ce sentiment que les hommes politiques sont impunis quand ils commentent une erreur, c'est un très grand handicap pour rétablir l'autorité de l'Etat."
- en 2014, à propos de l'affaire Cahuzac : "La politique, cela ne sert pas à se servir, mais à améliorer le quotidien des gens" (meeting à Cannes).
- en 2014, : "En trente ans, mon nom n'a jamais été associé à une affaire ou un comportement contraire à l'éthique".

► **18 fév. : BNP Paribas va bien... pas pour tout le monde !** Selon "les Echos" (info reprise par *Le Canard*), BNP Paribas "clôture une année faste", avec un bénéfice en hausse de 15% à 7,7 milliards € en 2016. Mais son directeur général a prévenu qu'il faudra ajuster les effectifs en utilisant le "turnover naturel". Traduction : de 2012 à 2016, la banque a fermé 10% de ses agences ; et il faudra continuer à ce rythme, en ne remplaçant pas les départs en retraite et les démissions. ↵

En réduisant ainsi la masse salariale, le PDG espère sans doute continuer à augmenter les bénéfices...

► **Avec Théo et les autres victimes, rassemblement samedi 18 février 2017 à 16h à Nantes** devant le palais de Justice - quai F. Mitterrand. ↵

Cette manifestation est appelée par les organisations Cran, LdH, Mrap, SOS Racisme, UNEF, CGT et FSU, ... ↵

Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#).



► **17 fév. : « Libération » et « Regards » s'associent pour appeler à un débat public** clair et transparent - qu'ils se proposent d'organiser - entre les trois candidats [de gauche] à la présidentielle.

Expliquant que Yannick Jadot et Benoît Hamon sont passés par des primaires et un débat public, où on a pu avoir une idée précise de leur programme, les auteurs de l'appel précisent que ni JL Mélenchon, ni E Macron n'ont participé à un tel débat public. Vu l'enjeu de cette élection présidentielle ils réclament un tel débat public entre les trois candidats.

Pour lire l'appel, [cliquer ici](#).

► **16 févr. : Rendez-vous avec Yannick Jadot jeudi à 19h30**

En direct de Carignan-de-Bordeaux, aux côtés de Anne-Laure Fabre et Noël Mamère. Yannick Jadot parlera des propositions de son programme 'La France Vive' sur les enjeux spécifiques de la ruralité.

Pour suivre cette émission en direct, [cliquer ici](#).

► **15 fév. : Comment transformer le bitume en or ?**

Selon le *Canard*, le groupe de BTP Vinci a réalisé un chiffre d'affaires en 2016 de 38 milliards €, en baisse de 1,2% par rapport à 2015. Et malgré cela, ses bénéfices ont augmenté de 112,1% !

D'où vient ce petit miracle ?

Il provient principalement du pôle concessions, plus particulièrement de celles d'autoroutes françaises. En 2016, cette activité a dégagé 2,59 milliards € de bénéfice, c'est-à-dire 62% du profit global de Vinci.

Le PDG de Vinci s'en félicite, d'autant plus que, selon lui, cette activité a « une visibilité sur trente ans ».

► **15 fév. : Mauvaise qualité des eaux des rivières de la Région**

Dans son édition du 14 février 2017, Ouest-France a consacré un article conséquent sur la qualité de l'eau en Pays de la Loire, qui souligne que seulement 11% de nos cours d'eau sont en bon état écologique, faisant de notre Région le point noir du bassin Loire-Bretagne (8 Régions). Pour le groupe écologiste et citoyen du Conseil régional des Pays de la Loire, le retour global à un bon état écologique de l'eau doit irriguer toutes les politiques régionales.

Pour lire le communiqué de presse, [cliquer ici](#).

► **15 fév. : La majorité municipale supprime le "Cabaret des savoirs"**

Depuis 2008, Louise Robin, historienne de l'art, tient chaque mois à Sainte-Luce une conférence sur différents aspects de l'histoire de l'art. Ces conférences, tenues dans une ambiance "cabaret", connaissent un réel succès auprès des Lucéens et des non lucéens. Pourquoi une telle suppression ?

Pour lire le communiqué des élu.e.s d'opposition, [cliquer ici](#).

► **13 février : La « Blitzkrieg » de François Fillon**

François Fillon dénonce l'incroyable procès qui lui est fait pour l'empêcher de développer son merveilleux programme.

Et c'est vrai que cela vaut le coup de s'y attarder. On peut ainsi écouter son intervention devant un panel de chefs d'entreprise, réunis par la fondation concorde le 9 mars 2016. Pour cela, [cliquer ici](#) (soyez patient : le téléchargement est un peu long).

7 minutes de bonheur pour déguster cette véritable déclaration de guerre sociale d'une incroyable brutalité !...

Domage qu'il n'ait pas développé, en plus, la théorie du ruissellement : plus les riches s'enrichissent, et plus cela ruisselle vers les plus pauvres. Théorie contredite par les faits, puisqu'aujourd'hui, même si la « croissance » est trop faible, cela n'empêche pas les plus riches de s'enrichir encore plus et les plus pauvres de s'appauvrir.

Pour sa part, François Fillon n'a pas de problème financier : revenu de député, salaire de sa société de conseil (2F Conseil), revenu de son épouse comme assistante parlementaire, super de super bien payée, sans que cela ne l'empêche d'élever leurs nombreux enfants, sans compter les chevaux,On sait pas si ça ruisselle, mais ça accumule un max !

► **8 février : Nicole Ferroni défend Pénélope...** Ce matin, lors de la matinale de France-inter, Nicole Ferroni a défendu Pénélope Fillon dans son billet. « Pourquoi se poser sans cesse la question de savoir si Me Fillon a travaillé ou non à l'assemblée nationale, et non pas la même question pour Monsieur Fillon ? » e-t-elle demandé. « Car si on va sur le site de l'assemblée nationale on peut constater qu'en 4 ans et demi, M. Fillon n'a posé que 8 questions orales, a assisté à 7 séances plénières et à 4 jours de commission.(...) Ce n'est

sans doute pas légalement un emploi fictif ; peut-être seulement semi ou partiellement fictif. ».

Et elle ajoute que, plus que la stricte légalité, le soucis des français concerne surtout la probité et la transparence. Et elle précise que M. Fillon a voté contre la loi sur la transparence publique, contre la loi de lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance, contre la loi sur le cumul des mandats et contre la loi sur la transparence et la corruption... Pour ré-écouter sa chronique, [cliquer ici](#).

► **2 février : Yannick Jadot en direct d'Ivry-sur-Seine** sur Facebook ou sur internet ([cliquer ici](#)), ce **jeudi soir 2 février à 19h30** pour découvrir ses *propositions sur les banlieues et quartiers populaires*.

► **2 février : L'Agence France Presse clarifie 'l'affaire Fillon'**

Pour mieux comprendre les tenants et aboutissants, l'AFP a fait une infographie (Pour la lire, [cliquer ici](#)).

Cette infographie est intéressante, mais un peu incomplète, car elle comporte les 'trous'. François Fillon a, en effet, été :

► de 1993 à 1997 : ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, puis ministre des PTT ;

► de 2002 à 2005 : ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité, puis ministre de l'éducation nationale. C'est d'ailleurs pendant cette période qu'il a dû céder sa place de Président de la Région Pays de la Loire (à contre-cœur). Il a cédé sa place de député à son suppléant, qui s'est empressé d'embaucher Me Pénélope Fillon comme assistante (à un salaire qui fait rêver tous les attachés parlementaires), étant donnée l'exceptionnelle qualité et assiduité de son travail...

Janvier 2017

► **31 janv. : le container rose est à Sainte-Luce !**

Cette session a eu lieu le vendredi 16 déc. et a traité de Alep, NDDL et de la modification du SCOT, bien entendu.

Elle a également traité de nombreux sujets, comme les Orientation Budgétaires de l'agglomération, le Développement durable, le soutien aux rénovations énergétique des copropriétés, le projet Petite Hollande, les Gens du voyage, ...

Pour lire les interventions des Elu.e.s écologistes et citoyens, [cliquer ici](#).

► **L'affaire Fillon, encore...**

Le **Canard** va en '*remettre une couche*' dans son édition de demain.

Et pendant ce temps, François Fillon et ses partisans tentent de dévier doublement le problème :

► Ils essaient de réduire le rôle d'attaché parlementaire à un simple rôle de conseiller personnel ; alors qu'un.e attaché.e *produit* des analyses dans des *notes* et gère les relations entre l'élu et ses mandants et partenaires (*organisation de réunions, permanences, courriers, ...*). Mais on comprend bien la ligne de défense : confondue avec des relations familiales, l'action d'une conseillère personnelle ne laisse pas de traces...

► Ils essaient de faire croire que le problème posé est la relation familiale entre l'élu et sa conseillère. Mais la seule question posée est *la réalité du travail effectué* ! Si le travail fourni n'est pas à la hauteur de la rémunération, il y a détournement de l'argent de l'Etat (de nous !). Le lien familial ne caractérise que le bénéficiaire du détournement : souvent, c'est le parti politique (ex. les emplois fictifs de la ville de Paris à l'époque Chirac-Jupé), mais s'il y a a lien familial, c'est un enrichissement personnel (ou familial).

► **29 janv. : Le silence du FN**

On pourrait être surpris du silence du FN sur l'affaire Fillon. Seul le Père, JM Le Pen, a apporté un discret soutien à Fillon, qui est soupçonné d'avoir versé un salaire d'attaché parlementaire (payé par l'Etat) à son épouse, sans qu'elle ait effectué le travail correspondant.

L'explication vient peut-être du fait que le Parlement européen somme Marine Le Pen de lui **rembourser 340 000€** correspondant au salaire de deux attachés qui n'ont pas travaillé en lien avec les travaux du parlement européen, mais pour le parti FN.

Il y a quand même deux différences : dans le cas du FN, les faits semblent être établis, alors que pour l'affaire Fillon, on en est aux forts soupçons. D'autre part, pour le Parlement européen, c'est un parti politique qui est bénéficiaire (comme pour les emplois fictifs de la Mairie de Paris, à l'époque Chirac, pour lesquels Alain Jupé a été condamné) ; alors que pour l'affaire Fillon, il y aurait eu enrichissement personnel.

► 29 janv. : A quoi a servi le CICE ?

Cette question est importante pour estimer à quoi ont finalement servi les 40 milliards € du CICE dont les entreprises ont bénéficié de la part de l'Etat.

Dans une entreprise, les bénéfices après impôts peuvent servir à financer de nouvelles embauches, investir pour moderniser l'appareil productif et/ou distribuer des dividendes aux actionnaires.

Pour ce qui concerne la création de nouveaux d'emplois, le résultat a été assez modeste : certains experts évoquent 60 à 80 000 emplois. Par comparaison, les 35 heures avaient créé 350 000 emplois

Pour ce qui concerne les investissements en 2016, ils sont estimés à 41 milliards €.

Par contre, ces mêmes entreprises ont distribué 78 milliards € de dividendes aux actionnaires (en très nette augmentation par rapport à 2015).

On commence donc à mesurer l'utilité réelle de ces avantages fiscaux donnés sans conditions à toutes les entreprises...

► 27 janv. : Affaire Fillon, suite ...

Hier soir au 20h de TF1, François Fillon a donné une curieuse définition du métier d'attaché parlementaire, qui doit interroger pas mal d'élus.e.s et d'attachés.e.s. En effet, l'attaché peut réaliser des études sur certains sujets pour éclairer la réflexion de l'Elu ; et cela se traduit par des notes écrites. Il doit aussi *organiser* les relations de l'élus avec ses mandants et ses partenaires divers (permanences, organisation de réunions, rédaction de courriers, ...) et sa *communication publique* (rédaction de communiqués de presse et de dossiers de conférences de presse).

Mais on comprend bien que réduire le rôle d'attaché parlementaire à celui d'un simple conseiller, le rend complètement incontrôlable dans un cadre familial...

► 26 janv ; Campagne Fillon : le 'Canard' jette un pavé dans la marre

En campagne pour la présidentielle de mai prochain, François Fillon se donne une image de vérité, de rigueur et de transparence. Il vient même de refuser de remettre en cause les nouvelles règles de limitation de cumul de mandats, malgré la pression de pas mal d'élus.e.s LR.

Le 'Canard enchaîné' révèle dans son dernier numéro (25 janvier) que Pénélope Fillon a émargé comme attachée parlementaire du député Fillon (et de son suppléant lorsqu'il était Premier ministre), et comme Conseillère littéraire de "La revue des deux mondes", propriété d'un milliardaire ami du couple. Et le tout pour 600 000 € et une réalité du travail que le 'Canard' n'a pas réussi à trouver.

Dans une brève en date du 27 novembre 2016, je rappelais le souvenir de la position de François Fillon en 2002, fortement favorable au cumul des mandats. Du coup, ce revirement m'a surpris.

Mais peut-être est-dû au fait qu'il a pu expérimenter qu'il est possible de trouver d'autres moyens que le cumul des mandats pour augmenter notablement son train de vie ?...

Pour lire deux des trois articles du 'Canard' publiés cette semaine, [cliquer ici](#).

► le 24 janv. : Pollution de l'air, suite...

Plusieurs associations (comme France Nature Environnement), ainsi que des élus.e.s écologistes dénoncent le retard à la diffusion d'information au public. Ainsi, EELV de la Sarthe écrit "*Depuis mardi, la qualité de l'air se dégrade en Sarthe. Depuis samedi, sur une*

échelle de 1 à 10, nous avons atteint l'indice 9, soit un air très mauvais. Et cela se poursuit. Prendre des mesures en urgence. Lundi matin, toujours aucune information sur le site de la préfecture de la Sarthe, celui de l'Agence régionale de santé ou encore du Mans". Des mesures entre deux crises sont réclamées pour améliorer la qualité de l'air.

Pour lire le communiqué EELV Sarthe, [cliquer ici](#).

Les élu.e.s nantais ont également publié un communiqué : [cliquer ici](#).

► 23 janv. : Résultat du premier de la primaire du PS

Surprise : c'est Benoît Hamon qui arrive en tête du premier tour (36%), devant Manuel Valls (31%). Ce n'est pas la première surprise de cette élection présidentielle, qui a vu l'élimination successive de C.Duflot, N.Sarkozy et A.Jupé, et F.Hollande.

Ce résultat me semble marquer plusieurs messages d'une bonne partie de l'électorat socialiste :

- Une volonté de rupture avec le quinquennat qui se termine ;
- Un refus de l'isolationnisme et une prise de conscience de la nécessité de resserrer les liens européens, dans cette phase où le nouveau président américain critique l'Europe et dit "America first" et où un expansionnisme russe se révèle plus menaçant ;
- Une inquiétude par rapport à ce modèle de développement qui pompe sans limites les ressources naturelles et pollue de plus en plus gravement notre environnement (on parle tous les jours d'alerte à la pollution de l'air) ;
- Remise en cause des appels incantatoires à la croissance pour résoudre le chômage, alors qu'on sait bien que la course à la rentabilité supprime des emplois, augmente les inégalités, épuise les ressources et pollue.

Enfin, ce résultat constitue un désaveu pour les grands élu.e.s locaux qui avaient soutenu Manuel Valls.

► 23 janv. : Alerte pollution en Pays de la Loire

Depuis hier et jusqu'à demain, **les 5 départements des Pays de la Loire sont en alerte pollution de l'air.**

Il n'y a pas que Paris ou Lyon pour avoir un air pollué par les particules fines émises principalement par les moteurs diesel et par les cheminées à bois ouvertes.

Nous aussi, nous sommes concernés.

Et les consignes de la Préfecture sont claires :

- limitation de la vitesse à 110 km/h sur les autoroutes, à 90km/h sur les voies rapides et à 70 km/h sur le réseau secondaire ;
- éviter les feux de bois dans les cheminées ouvertes d'agrément ;
- interdiction de brûler des déchets verts à l'air libre ;
- alerte dans les installations industrielles classées.

Qu'on le veuille ou non, les questions de pollution de l'air s'amplifient, et nous sommes directement concernés !

► 18 janv. : La transition énergétique selon le gouvernement

L'Etat vient de vendre un paquet de plus de 4% des actions Engie (anciennement GDF-Suez) qu'il détient, au prix de 11,40€ le titre... alors qu'il cotait 42€ en juillet 2008.

Pourquoi une telle opération précipitée et pas très « juteuse » ?

Pour pouvoir renflouer le capital de EDF (l'Etat a promis une participation de 3 milliards en contrepartie du rachat des productions de centrales nucléaires d'AREVA) et le capital d'AREVA (pour 4,5 milliards €). Et cette vente précipitée ne va pas suffire, puisque la vente des actions Engie ne rapporte que 1,14 milliards €.

Cela tombe d'autant plus mal que Engie a annoncé sa volonté de se reconvertir



vers les énergies renouvelables et décentralisées.

Mais au fait, ce n'est pas ce Président et ce gouvernement qui avait annoncé vouloir diminuer la part du nucléaire à 50% (au lieu de 75%) dans la production d'électricité ???

Etrange pratique de la transition énergétique ! (voir le *Canard* du 18 janv.)

Ce jeudi 19 janv., écoutez Yannick Jadot en direct sur Facebook parler de la sortie du nucléaire.

Pour vous connecter, |cliquer ici-><http://wzwq.r.a.d.sendibm1.com/7rg7rdwndrlec3d.htm>].

► **17 janv. : Les inégalités augmentent, selon l'Oxfam**

Le dernier rapport de l'Oxfam (association qui publie un rapport chaque année avant le forum de Davos) fait apparaître une augmentation des inégalités : les 8 personnes les plus riches du monde possèdent *plus que la moitié* des habitants les plus pauvres de la planète. Et l'an dernier, il fallait additionner la fortune des 62 personnes les plus riches pour dépasser ce que possèdent la moitié la plus pauvre du monde.

Et en France ? C'est pareil : les 21 français les plus riches possèdent plus que les 40% les plus pauvres de France.

Oxfam dénonce "*la pression qui s'exerce sur les salaires partout dans le monde*", ainsi que les allègements fiscaux dont bénéficient les entreprises ou encore le recours aux paradis fiscaux. "*Les entreprises optimisent leurs bénéfices, notamment en allégeant le plus possible leur charge fiscale, privant ainsi les Etats des ressources essentielles pour financer les politiques et les services nécessaires pour réduire les inégalités*", souligne le rapport.

Oxfam appelle les gouvernements à réagir et à moins se soucier du PIB que de l'intérêt de 99% de leur population.

Pour télécharger le rapport de l'Oxfam, [cliquer ici](#)

► **12 janv. : la CFDT propose l'actionariat ouvrier et citoyen aux chantiers STX**

Plutôt que l'augmentation de la participation de l'Etat au capital de STX, la CFDT propose que chaque salarié possède une action et que les citoyens puissent acheter des actions.

Pour lire le tract CFDT, [cliquer ici](#).

► **12 janv. : Pétition Juncker**

Entre 1995 et 2013, Jean-Claude Juncker a été ministre des Finances puis Premier ministre du Luxembourg. Or, pendant cette période, le Luxembourg a signé plusieurs centaines d'accords financiers secrets avec des firmes multinationales pour baisser leur impôt et faire concurrence aux autres Etats européens (dumping fiscal).

Or le même Jean-Claude Juncker, applique une austérité dramatique pour les peuples européens (ex Grèce). Après ces révélations, Monsieur Juncker doit quitter son poste de président de la Commission européenne.

C'est ce que réclame la pétition en ligne. Pour la signer, [cliquer ici](#).

► **12 janv. : Yannick Jadot sur France Inter jeudi 12 janv**

Yannick Jadot sera l'invité de la matinale de Patrick Cohen jeudi matin à partir de 8h20.

- Pour visualiser le reportage de *PublicSénat*, [cliquer ici](#)
- Pour lire le compte-rendu du *Monde*, [cliquer ici](#).

► **9 janv. : Conférence au Muséum d'Histoire Naturelle sur le changement climatique**

Elle aura lieu le mardi 10 janvier à 20h30 dans l'amphithéâtre du Muséum, rue Voltaire à Nantes. Entrée gratuite.

Elle sera animée par Béatrice Korc, co-initiatrice et commissaire générale du Train du Climat. Pour plus de précisions, [cliquer ici](#).

▶ **8 janv. : Semaine film palestinien** à NANTES, BLAIN, BOUGUENAI, CHATEAUBRIANT, CLISSON, HERIC, LA TURBALLE, PORNIC, SAINT-NAZAIRE, du 10 au 17 janvier.

Organisé par l'AFPS44 (Association France Palestine Solidarité 44), en partenariat avec : l'ABJC (Association Bouguenais Jumelage Coopération,) l'Amicale Laïque de Châteaubriant, Les Amis d'Abou Dis (Rezé), Amnesty International Châteaubriant, le CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)/Terre Solidaire, le Comité Palestine Israël Méditerranée Châteaubriant, le CSPRN (Comité Solidarité Palestine Région Nazairienne).

Pour lire le programme, [cliquer ici](#).

☞ Nous aurons le plaisir d'accueillir à Nantes

- au Concorde ; Mai Masri, réalisatrice de "3000 nuits" le mardi 10
- et au Cinématographe ; Maryse Gargour, réalisatrice de "A la rencontre d'un pays perdu" avec Sandrine Mansour qui a participé au film, jeudi 12.

☞ Des débats ont lieu tous les soirs, à l'issue de chaque séance, autour des thèmes abordés dans les films.